

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat
Année 2024

Ministère de l'Economie et des Finances

**Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Economie
et des Finances chargé du Budget**

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Direction des Études, de la Réglementation et de la Coopération

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat
Année 2024



Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Table des matières

Avant-propos	6
INTRODUCTION	7
1. RECETTES	9
1.1 Recettes fiscales	10
1.1.1. Principales réalisations	10
<i>Tableau 2 : Réalisation des recettes fiscales- 2024</i>	10
1.1.2. Répartition par nature fiscale.....	11
1.2. Recettes non fiscales	13
1.3. Recettes des hydrocarbures	16
2. DÉPENSES & PRÊts NETS	17
2.1. Dépenses courantes	18
2.2. Dépenses d'équipement.....	19
2.2.1. Dépenses d'investissement sur financement intérieur.....	20
2.2.2. Services publics généraux.....	22
2.2.3. Affaires Économiques	23
2.2.4. Action et protection Sociale	24
2.2.5. Santé.....	24
2.2.6. Enseignement.....	25
2.2.7. Affaires islamiques, culture et loisirs	26
2.2.8. Ordre et Sécurité Publique	26
2.2.9. Protection de l'environnement	27
2.2.10. Aménagements collectifs et logements	27
2.3. Classification fonctionnelle des dépenses	28

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

3. SOLDES	30
4. FINANCEMENT.....	32
4.1. Financement intérieur.....	32
4.2. Financement extérieur.....	33
5. CONCLUSION	34
ANNEXES	35
Annexe1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour l'année 2024	37
Annexe 2 : Classification fonctionnelle des dépenses	46
Annexe 3 : Dépenses d'investissement sur financements extérieurs.....	55

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

Index des Graphiques

Graphique 1 : Répartition des recettes de l'Etat.....	09
Graphique 2 : Prévisions et réalisations des recettes fiscales 2024.....	10
Graphique 3 : Réalisations des recettes fiscales par nature.....	11
Graphique 4 : Évolution des principaux postes de recettes fiscales en 2024.....	12
Graphique 5 : Réalisations des recettes non fiscales 2024.....	14
Graphique 6 : Répartition des recettes non-fiscales 2024.....	14
Graphique 7 : Performances des Recettes non fiscales détaillées et Dons.....	15
Graphique 8: Évolution des dépenses.....	17
Graphique 9: Dépenses courantes 2024.....	18
Graphique 10: Dépenses d'investissement.....	20
Graphique 11: Evolution mensuelle du solde de base hors pétrole en 2024.....	30
Graphique 12: Évolution mensuelle des soldes.....	31
Graphique 13: Evolution du solde CUT-BCM en 2024.....	32

Index des Tableaux

Tableau 1 : Réalisation des recettes de l'Etat- 2024.....	9
Tableau 2 : Réalisation des recettes fiscales- 2024.....	10
Tableau 3: Recettes des hydrocarbures.....	16
T4 : Ventilation des dépenses d'investissement par fonction principale.....	21
T5: Dépenses des Services Publics Généraux.....	22
T6 : Dépenses des affaires économiques.....	23
T7 : Dépenses d'investissement du développement rural.....	24
T8 : Dépenses d'investissement du secteur de la santé.....	25
T9 : Ventilation des dépenses « Enseignement »	25
T10 : Ventilation des dépenses « des Affaires islamiques, culture et loisirs ».....	26
T11 : Dépenses de l'Ordre et de la sécurité publique.....	26
T12 : Dépenses de la protection de l'environnement.....	27
T13 : Répartition des dépenses par fonction principale.....	28

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

Sigles et abréviations

ANRPTS	:	AGENCE NATIONALE DES REGISTRES DES POPULATIONS ET TITRES SECURISES
BCM	:	BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE
BCI	:	BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT
BIC	:	BENEFICIE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
BNC	:	BENEFICE NON COMMERCIAL
CAS	:	COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE
FAID	:	FONDS D'AIDE ET D'INTERVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT.
FMI	:	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
IMF	:	IMPOT MINIMUM FORFAITAIRE
ITS	:	IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES
LFI	:	LOI DE FINANCES INITIALE
LFR	:	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE
MDS	:	MILLIARDS
OCDE	:	ORGANISATION DE COOPERATION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
PIB	:	PRODUIT INTERIEUR BRUT
SNIM	:	SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE
TOFE	:	TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
TPS	:	TAXE SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES
TVA	:	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE
PNDSE	:	PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'EDUCATION

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

AVANT-PROPOS

Le Ministère délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, établit à l'attention de l'Assemblée nationale, à la fin de chaque année un rapport sur l'exécution du budget de l'État, retraçant les dépenses, les recettes et leur résultante globale : le solde du budget général, tout en mettant l'accent sur les dépenses d'investissement durant l'année concernée.

Ce rapport présente une vision synthétique de l'exécution du budget de l'État et permet d'évaluer les résultats observés par rapport à l'année précédente. Il permet également d'apprécier l'évolution de l'ensemble des facteurs qui contribuent à la formation du solde budgétaire de l'État.

Le présent rapport est élaboré sur la base des statistiques des finances publiques, agrégées dans le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), qui est publié mensuellement sur le site internet de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique www.tresor.mr.

Cette initiative résulte d'une volonté d'ouverture et s'inscrit dans le cadre de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques, contribuant à renforcer la compréhension de l'exécution du budget de l'État au niveau du grand public, et permettre à l'ensemble des acteurs concernés par la situation budgétaire du pays, de se tenir informés de l'évolution mensuelle de la situation des finances publiques.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

INTRODUCTION

L'exécution du budget au titre de l'exercice 2024 a été marquée par la résilience de l'économie mondiale face à une désinflation plus lente que prévue et une incertitude croissante en matière de politiques économiques (conjoncturelles) initiées pour la lutte contre la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

En effet, la croissance mondiale, prévue à 3,2%, a été principalement portée par la performance des économies émergentes (4,3%) stimulée par un regain d'activité notamment dans le commerce international. L'inflation mondiale, prévue à 5,9%, tirée par la hausse des prix des services, notamment dans les pays émergents (8,2%), continue de constituer un frein majeur contre la normalisation des politiques monétaires en faveur d'une relance économique.

Sur le plan national, l'inflation s'est établie à 3% (en glissement annuel), contre 4% à la même période de l'année dernière. En effet, cette diminution du niveau des prix, grâce à la politique de resserrement monétaire, est observée alors même que la croissance économique devrait ralentir à 4,6% pour cette année. Les perspectives de croissance demeurent, néanmoins, favorables à moyen terme grâce à une mobilisation accrue des recettes, une gestion macroéconomique en nette amélioration, permettant la création de marges budgétaires pour les dépenses prioritaires dans les infrastructures et les secteurs sociaux et renforçant la résilience de l'économie face aux chocs.

L'exécution du budget de cette année s'est inscrite dans la poursuite des objectifs du programme de SEM du Président de la République « Mon Ambition pour la Patrie », concrétisé dans la politique générale du Gouvernement, par une politique budgétaire garantissant la réalisation des engagements contenus dans le programme économique et financier 2023–2026. Ainsi le solde budgétaire global pour l'année 2024 s'est chiffré à –5,85 Milliards MRU sur une prévision de –3,35 Milliards MRU.

Les recettes de l'État ont été collectées à hauteur de 95,94 Milliards MRU sur une prévision de 104,37 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 91,93% et une évolution de 9,7% par rapport à la performance de l'année dernière (87,43 Milliards MRU).

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

Concurremment, les dépenses (et prêts nets) de l'Etat se sont élevées à 101,79 Milliards MRU sur une prévision de base de 107,72 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 94,5% et une progression de 5,4 % par rapport à l'exercice précédent (96,72 Milliards MRU).

Le présent rapport retrace en détail l'exécution des recettes et dépenses de l'État, par rapport aux prévisions budgétaires de l'année et à l'exécution de l'année précédente, selon la nomenclature économique. Il met également l'accent sur les dépenses d'investissements qui constituent un levier majeur de la politique générale du Gouvernement.

Une analyse fonctionnelle des dépenses est également proposée, considérant la répartition des dépenses sur les secteurs de l'économie.

En outre, bien qu'elles ne relèvent pas du périmètre actuel de la comptabilité publique, un aperçu des dépenses d'investissement sur financement extérieur est présenté, dans le but d'améliorer la visibilité de la totalité des dépenses d'investissement au cours de l'année 2024 et de mettre en évidence leur poids relatif dans les différents secteurs de l'économie nationale.

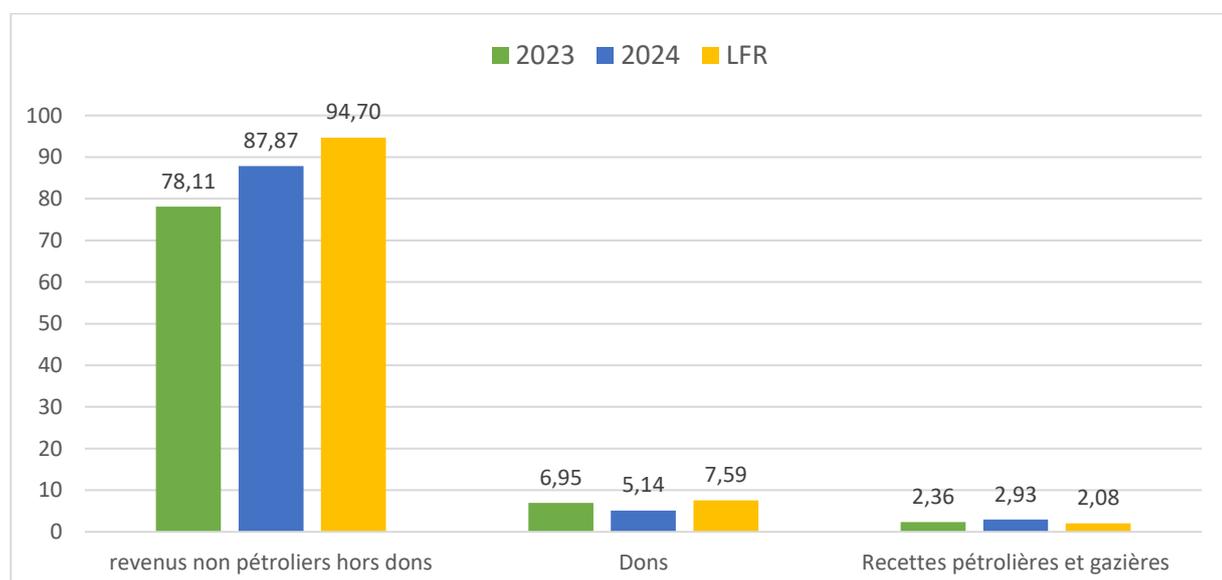
Enfin, nous présenterons les différents soldes budgétaires résultant de l'exécution du budget de l'Etat en 2024 et les moyens mobilisés pour le financement du déficit budgétaire.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

1. RECETTES

Les recettes de l'État, au terme de l'exercice budgétaire 2024, ont enregistré une hausse de 8,52 Milliards MRU par rapport à l'année précédente, pour atteindre 95,94 Milliards MRU. Leur niveau de réalisation a également connu une amélioration de 0,4% passant de 91,5% en 2023 à 91,9% cette année.



Graphique 1 : Répartition des recettes de l'État

Libellé	2023	2024	LFR	Tx Ex	Tx Evo
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	87,43	95,95	104,37	91,9%	8,9%
Revenus non pétroliers et dons	97,95	93,01	102,29	90,9%	-5,3%
Revenus non pétroliers hors dons	78,11	87,87	94,70	92,8%	11,1%
Recettes fiscales	52,73	64,43	67,32	95,7%	18,2%
Recettes non fiscales	26,39	25,77	27,38	94,1%	-2,4%
Dons	6,95	5,14	7,59	67,7%	--26%
Recettes pétrolières	2,36	2,93	2,08	141,1%	24.42%

Tableau 1 : Réalisation des recettes de l'État- 2024

Le tableau ci-dessus permet d'attribuer la performance globale des recettes de l'État pour l'année 2024 principalement, à celle des recettes fiscales tant en termes de réalisation que de

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

l'évolution. Les recettes non fiscales y ont également contribué, mais dans une moindre mesure. Les recettes pétrolières ont permis d'atténuer le recul des dons de projets.

1.1 Recettes fiscales

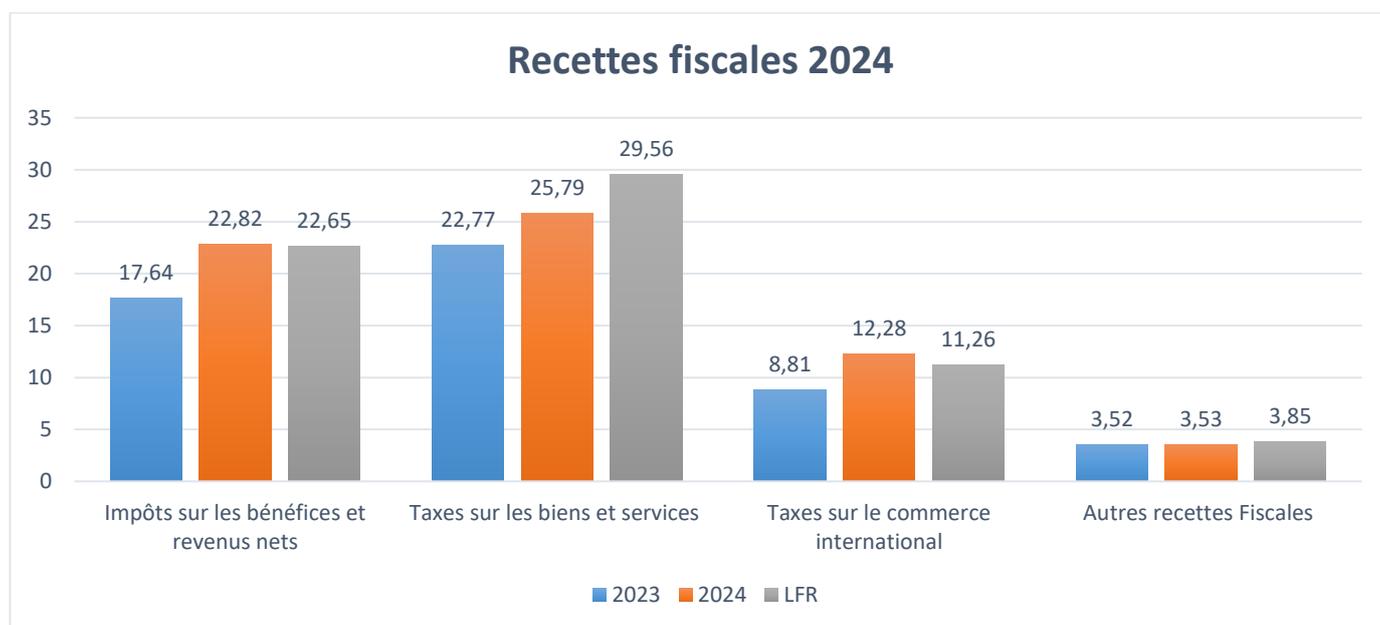
Au titre de l'exercice 2024, les recettes fiscales ont atteint 64,43 Milliards MRU sur une prévision de base de 67,32 Milliards MRU, soit une réalisation de 95,7 % des objectifs de la Loi de finances. Elles ont connu une progression de plus de 11,69 Milliards MRU par rapport à l'année dernière traduisant un regain d'activité de l'économie nationale.

1.1.1. Principales réalisations

Tableau des opérations financière de l'Etat	2023	2024	LFR	Tx. Ex.	tx. Evo.
Impôts sur les bénéfices et revenus nets	17,64	22,82	22,65	100,7%	29,4%
Taxes sur les biens et services	22,77	25,79	29,56	87,2%	13,2%
Taxes sur le commerce international	8,81	12,29	11,26	109,1%	39,6%
Autres recettes Fiscales	3,52	3,53	3,85	91,7%	0,4%
Recettes Fiscales	52,74	64,42	67,32	95,7%	22,2%

Tableau 2 : Réalisation des recettes fiscales- 2024

Graphique 2 : Prévisions et réalisations des recettes fiscales 2024



Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Les impôts sur les bénéfices et revenus net ont atteint 22,82 Milliards MRU, soit 100,75% des prévisions de la LFR (22,65 Milliards MRU), marquant une progression significative de 29,4% par rapport à l'année précédente (17,64 Milliards MRU).

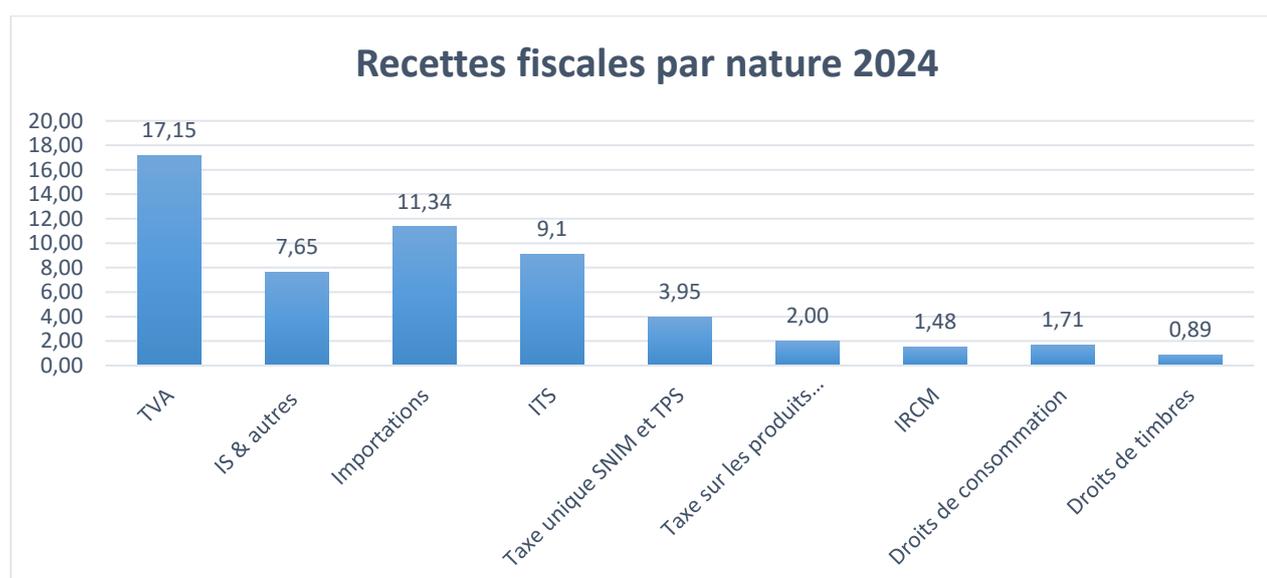
Les taxes sur les biens et services ont atteint à 25,78 Milliards MRU, soit 87,24% des prévisions et une augmentation de 13,2% par rapport à l'année dernière (22,77 Milliards MRU).

Les taxes sur le commerce international ont été réalisées à hauteur de 12,29 Milliards MRU, soit 109% des objectifs de la LFR et une progression de 39,6 % par rapport à l'année dernière (8,81 Milliards MRU).

Enfin, les autres recettes fiscales regroupant notamment les droits de timbres et les impôts sur la propriété ont atteint 3,53 Milliards MRU, soit 91,7 % des prévisions.

1.1.2. Répartition par nature fiscale

La bonne performance des recettes fiscales a été notée particulièrement au niveau des réalisations pour la TVA, aux taxes sur le commerce international (importations) et de l'ITS.

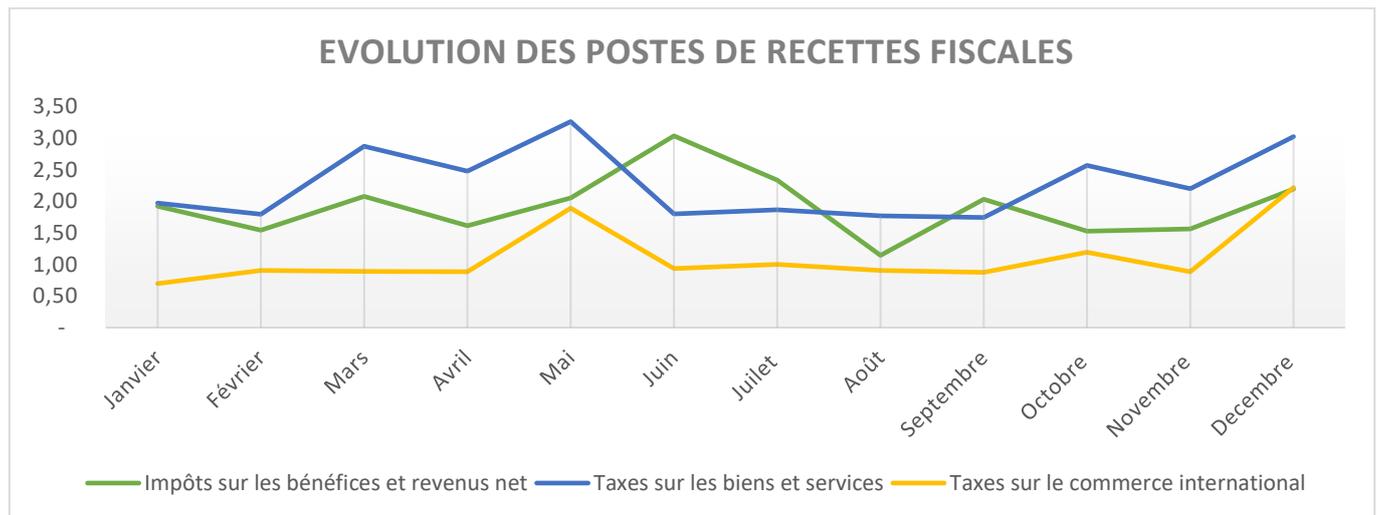


Graphique 3 : Réalisations des recettes fiscales par nature

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

La TVA constitue le principal poste de recettes fiscales pour une contribution de 27%, suivie par les taxes sur les importations, qui représente 18% des recettes fiscales. Les autres rubriques telles que l'IS & autres, l'ITS, et la Taxe unique SNIM et TPS ont représenté respectivement 12%, 14% et 6%.



Graphique 4 : Évolution des principaux postes de recettes fiscales en 2024

Les réalisations des différentes natures de recettes fiscales ont montré des variations durant l'année 2024, reflétant principalement la saisonnalité du calendrier fiscal.

Les taxes sur les bénéfices et revenus nets ont montré une évolution irrégulière tout au long de cette année avec un pic au mois de juin (3,04 Milliards MRU) justifié par un prélèvement de 0,99 Milliards MRU en provenance de TASIAT.

Les taxes sur les biens et services ont connu une fluctuation remarquable au premier semestre avec un pic au mois de mai d'un montant de 3,27 Milliards MRU imputable à la collecte de la TVA sur les importations en cette période (2,06 Milliards MRU contre une moyenne mensuelle de 0,97 Milliards MRU).

Les taxes sur le commerce international ont connu une évolution relativement stable autour d'une moyenne mensuelle de 0,94 Milliards MRU à l'exception d'un pic au mois de mai de 1,89 Milliards MRU.

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non-fiscales ont atteint en 2024 un montant de 25,77 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 94,1 % des prévisions de l'année (27,38 Milliards MRU) et une légère baisse de 2,3% par rapport à l'année précédente (26,39 Milliards MRU).

Cette baisse s'explique par plusieurs raisons, à la fois conjoncturelles et structurelles.

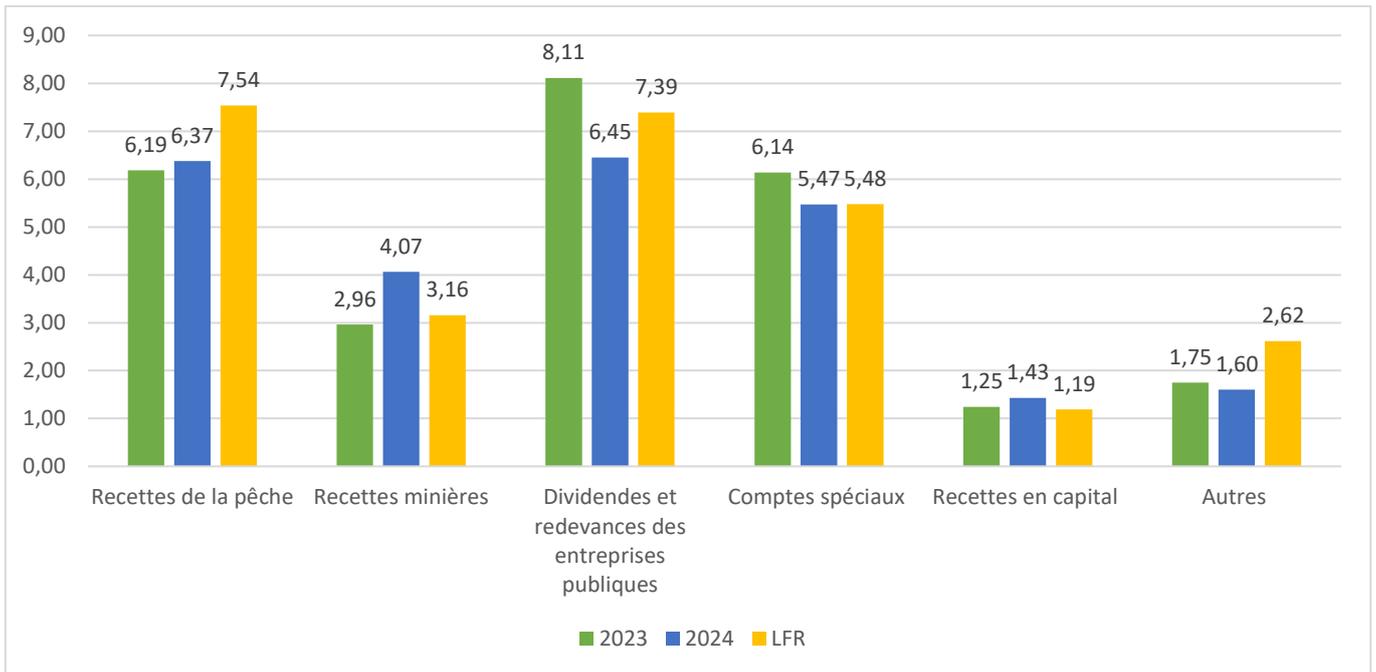
Tout d'abord, l'année 2023 avait été, à titre exceptionnel, marquée par le règlement d'arriérés, ce qui a gonflé à première vue le niveau des recettes et crée un effet de base défavorable en 2024. Ensuite, l'année 2024 a été caractérisée par la signature de plusieurs protocoles d'accord avec certaines entreprises publiques, qui ont entraîné le report du versement de certains dividendes au-delà de l'exercice.

À cela s'ajoute une baisse de la contribution de la SNIM -1,52 milliard MRU, expliquée par le repli des prix du minerai de fer sur les marchés internationaux, ce qui a affecté le niveau des dividendes reversés à l'État.

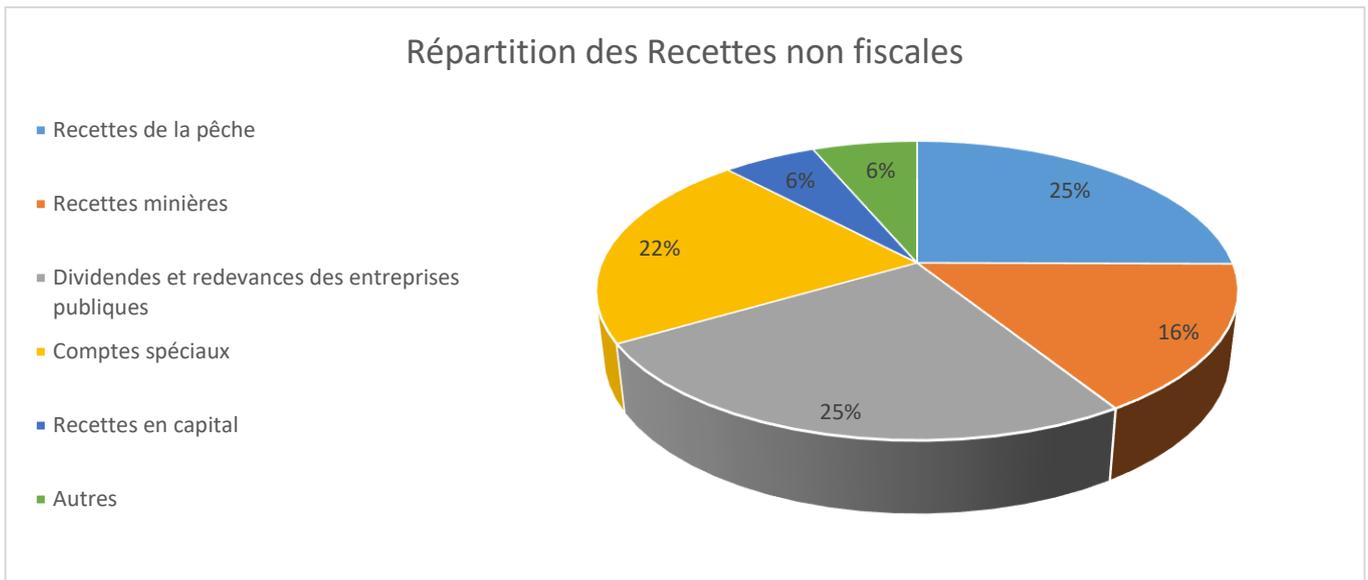
S'agissant des autres recettes non fiscales, comprenant notamment les pénalités, les majorations et les frais de poursuites, elles se sont établies à 1,60 milliard MRU en 2024, contre 1,56 milliard l'année précédente, enregistrant ainsi une augmentation de 3%.

Dans l'ensemble, cette diminution ne saurait être interprétée qu'à la lumière de transformations structurelles visant à renforcer la transparence, assurer l'équilibre budgétaire et éviter l'artificialisation des recettes à travers des mesures ponctuelles. Elle témoigne ainsi d'une amélioration qualitative de la gestion financière, même si celle-ci ne se traduit pas toujours par une progression quantitative immédiate sur certaines lignes budgétaires.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
 Année 2024



Graphique 5 : Réalisations des recettes non fiscales 2024



Graphique 6 : Répartition des recettes non-fiscales 2024

Les représentations ci-dessus montrent que les deux principaux postes de recettes non fiscales (en valeur) sont les Recettes des Dividendes et redevances des entreprises publiques ainsi que les recettes de la pêche, avec des apports respectivement de 25,02% et de 24,73

- Les dividendes des entreprises publiques ont atteint 6,45 Milliards MRU représentant 87% des prévisions de l'année 2024 (7,39 Milliards MRU). Leur recul de 26% par rapport

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

à l'année dernière est principalement imputable à la régression des dividendes de la SNIM, passés de 6,12 Milliards MRU à 4,60 Milliards MRU entre 2023 et 2024.

- Les recettes de la pêche ont atteint 6,37 Milliards MRU, soit 84,6% des prévisions de l'année (7,54 Milliards MRU). Elles se subdivisent en régime étranger (Union européenne) et national (redevances). Pour cette année, la progression de ces recettes (0,19 Milliards MRU, +3,1%) est justifiée par l'augmentation des taxes (redevances) passées de 2,97 à 3,12 Milliards MRU.
- Les recettes des comptes spéciaux se sont situées à 5,47 Milliards MRU en 2024, contre 5,48 Milliards prévues par la LFR, soit un taux de réalisation de 99,8%, et une régression de 10,9% par rapport à l'année dernière (6,14 Milliards MRU).
- Les recettes minières ont enregistré une hausse de **37,2%** par rapport à l'année dernière atteignant un montant de 4,07 Milliards MRU contre 2,96 Milliards MRU en 2023. Cette plus-value se reflète dans la performance des Royalties (recettes d'exploitation) qui ont progressé de 26% passant de 2,94 à 3,99 Milliards MRU.
- Enfin, les recettes en capital ont été recouvrées à hauteur de 1,43 Milliards MRU pour un objectif de 1,19 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 120% et une évolution de **14,8%** par rapport à l'année dernière (1,25 Milliards MRU).



Graphique 7 : Performances des Recettes non fiscales détaillées et Dons

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

1.3. Recettes des hydrocarbures

Les recettes pétrolières et gazières se sont élevées à 2,93 Milliards MRU pour cette année. Prévues à 2,08 Milliards MRU et réalisées à 141,1%, elles ont évolué de 0,57 Milliards MRU soit 24,2% par rapport à l'année dernière. Cette progression est imputable à la performance des recettes fiscales (des hydrocarbures) qui sont passées de 1,01 à 2,33 Milliards MRU (+131%) entre 2023 et 2024 qui a comblé la régression des recettes non fiscales passées de 1,36 Milliards MRU à 0,61 Milliards MRU (-55,2%).

Il convient de mentionner que les recettes gazières dites GTA (Grande Tortue Ahmeyem) sont désormais ventilées en recettes fiscales et non fiscales, et intégrées aux recettes pétrolières et autres au niveau du tableau des opérations financières de l'Etat.

Recettes des hydrocarbures	2023	2024
Recettes pétrolières et gazières	2,36	2,93
Recettes fiscales	1,01	2,33
Recettes non fiscales	1,36	0,61

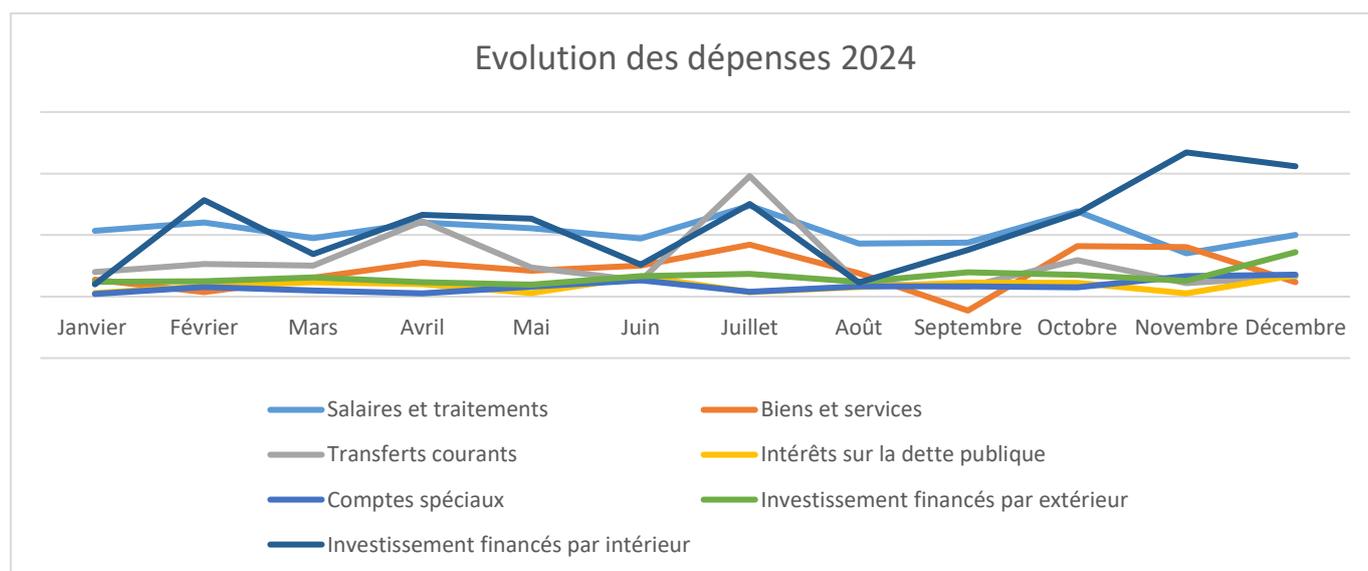
Tableau 3: Recettes des hydrocarbures

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

2. DÉPENSES & PRÊTS NETS

Les dépenses et prêts nets, au titre de l'année 2024, ont atteint 101,79 Milliards MRU et ont évolué de 5,3% par rapport à l'année dernière (96,72 Milliards MRU). Sur une prévision de 107,72 Milliards MRU, leur taux de réalisation a considérablement évolué, passant de 89,7% en 2023 à 94,5% cette année, témoignant d'une amélioration en termes de sincérité budgétaire et de capacité d'absorption. Une première observation sur les grandes rubriques des dépenses, à savoir les dépenses courantes et les dépenses d'équipement permet de constater que cette progression provient d'une évolution des dépenses d'investissement, les dépenses courantes étant restées pratiquement inchangées. Cela traduit la politique générale du Gouvernement, axée sur le développement, à travers une politique budgétaire centrée sur l'investissement public comme levier de relance de l'activité économique et de soutien aux secteurs sociaux.



Graphique 8: Évolution des dépenses

La représentation ci-dessus permet d'apprécier le rythme des rubriques principales des dépenses, et l'on peut constater que :

- Les salaires et traitements, ayant une moyenne mensuelle de **2,19** Milliards MRU, ont connu des pics au mois de juillet et d'octobre, respectivement de 2,95 et 2,77 Milliards MRU expliqués par des rappels de salaires versés aux nouvelles recrues des départements de la santé et de l'éducation ;
- Les dépenses de biens et services ont évolué graduellement autour d'une moyenne

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

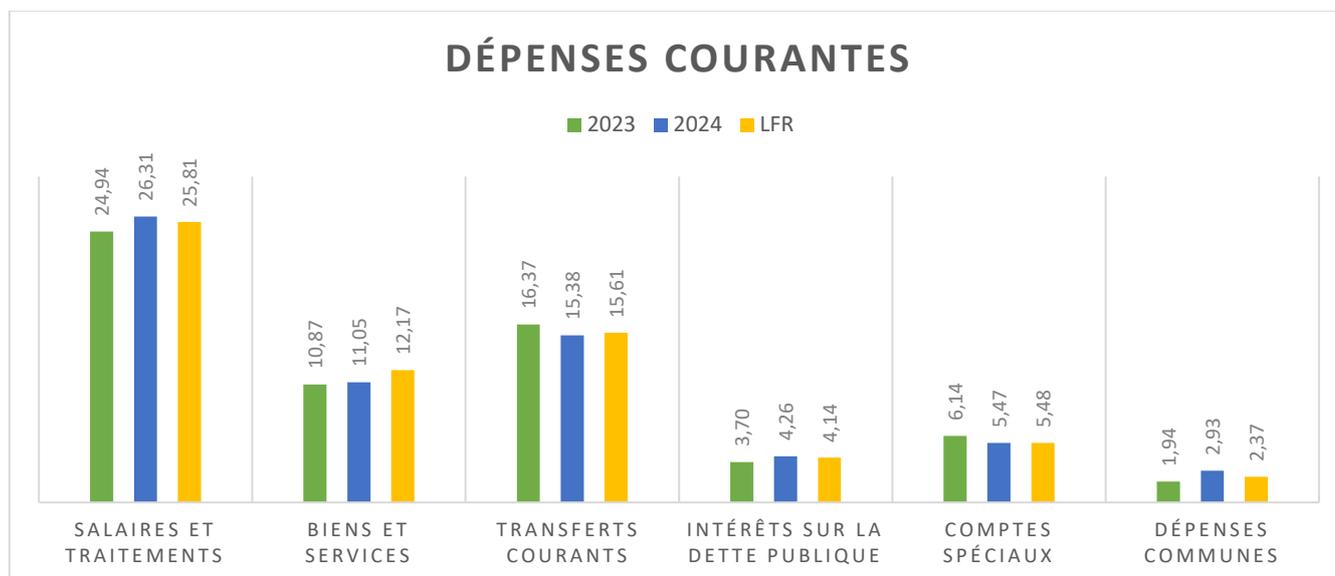
Année 2024

mensuelle de 0,92 Milliards MRU, avec un pic de 1,69 Milliards MRU au mois de juillet et un rythme accéléré au dernier trimestre, autour d'une moyenne de 1,24 Milliards MRU. Il convient de mentionner que la valeur négative (-0,46) au mois de septembre résulte d'une régulation de dépenses extrabudgétaires (LC) excédent les dépenses de biens et services réellement exécutées à cette même période ;

- Les variations observées des transferts courants, notamment les pics des mois d'avril et de juillet, respectivement 2,45 et 3,92 Milliards MRU, autour d'une moyenne mensuelle de 1,14 Milliards MRU, reflètent la saisonnalité de ces décaissements, en particulier les Dons des unités d'administrations publiques étrangères et des organisations internationales ;
- Les comptes spéciaux, restés relativement stable autour d'une moyenne de 0,46 Milliards MRU, ont vu leur rythme s'accélérer au cours des deux derniers mois de l'année, avec des pics de **0,66** et **0,59** Milliards MRU ;
- Les investissements sur financement extérieur ont suivi un rythme globalement stable, autour d'une moyenne mensuelle de 0,65 Milliards MRU, avec un pic en décembre atteignant 1,44 Milliards MRU ;

2.1. Dépenses courantes

Les dépenses courantes se sont établies pour l'année 2024 à 64,41 Milliards MRU pour une prévision de 65,58 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 98,2%.



Graphique 9: Dépenses courantes 2024

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

La représentation ci-dessus fait ressortir les constats suivants :

- Les traitements et salaires, réalisés à hauteur de 26,31 Milliards MRU sur une prévision de 25,81 Milliards MRU, soit une réalisation de 101,9% et une progression de 5,5% par rapport à 2023 (24,94 Milliards MRU) ;
- Les dépenses de biens et services ont été réalisées à 90,8% des prévisions (12,17 Milliards MRU) s'élevant à 11,05 Milliards MRU et ont connu une progression de 1,7% par rapport à l'année dernière (10,87 Milliards MRU) ;
- Les transferts courants se sont situés à 15,38 Milliards MRU contre une prévision de 15,61 Milliards MRU (LFR). Exécutées à hauteur de 98%, ils ont connu une régression de 0,99 Milliards MRU (-6%) par rapport à l'année dernière ;
- Les intérêts de la dette publique ont atteint 4,26 Milliards MRU, soit une hausse de 0,55 Milliards MRU (+14,9%) par rapport à l'année précédente. Cette augmentation de la charge de la dette est imputable à la hausse des intérêts de la dette intérieure, passés de 0,86 à 1,38 Milliards MRU (+60,7%).
- Enfin, les dépenses des comptes spéciaux ont atteint 5,47 Milliards MRU sur une prévision de 5,48 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 99,8% et une diminution de 0,67 Milliards MRU par rapport à l'année dernière.

2.2. Dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement, au titre de l'exercice 2024, ont atteint 37,49 Milliards MRU sur une prévision de 42,14 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 88,95%. Par rapport à l'année dernière, les investissements ont connu une progression de l'ordre de 4,34 Milliards MRU (+13,1%) et une amélioration de leur niveau d'exécution, par rapport aux prévisions, de +9,3%.

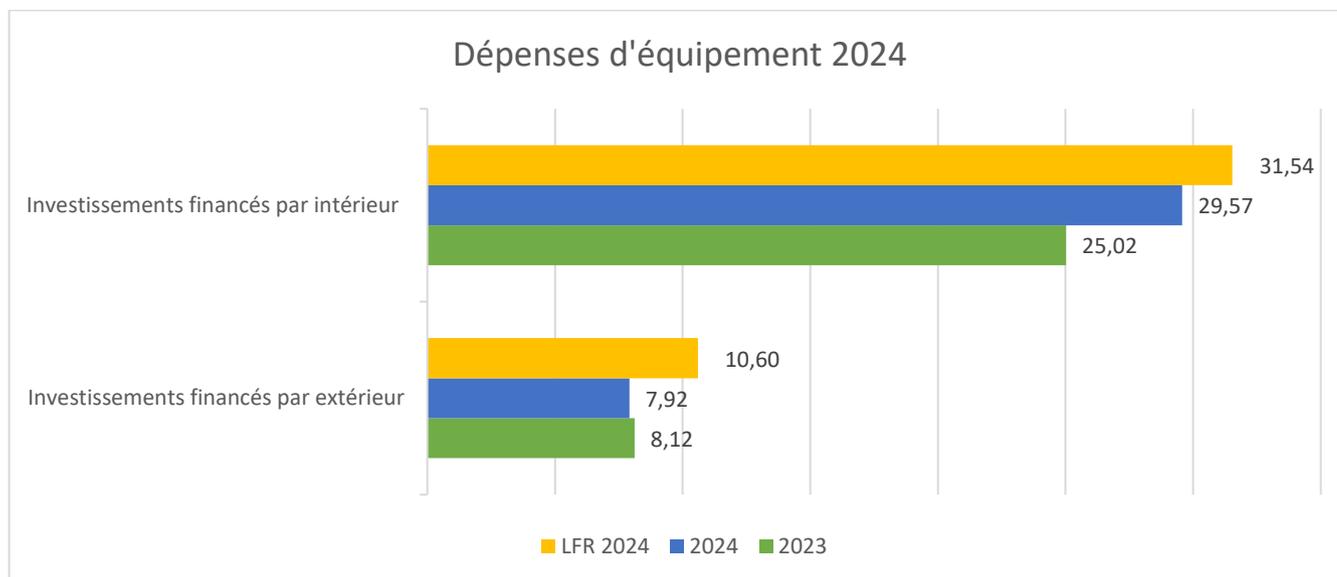
Elles se composent de dépenses réalisées sur financement intérieur (part de 78,8%) et d'autres réalisées sur financement extérieur (21,12%).

Les dépenses sur financement intérieur, pour l'année 2024, ont été exécutées à hauteur de 29,57 Milliards MRU sur une prévision de 31,54 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 93,7%. Par rapport à l'année dernière, ces dépenses ont progressé de 4,54 Milliards MRU (+18,2%) et ont vu leur taux d'exécution s'améliorer de +10,8% (84,6% en 2023).

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Parallèlement, les dépenses sur financement extérieur ont atteint 7,92 Milliards MRU contre une prévision de 10,6 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 74,7%. Elles ont connu une régression de 0,2 Milliard MRU par rapport à l'année dernière (8,12 Milliards MRU).



Graphique 10: Dépenses d'investissement

2.2.1. Dépenses d'investissement sur financement intérieur

Durant ces dernières années, en raison du contexte particulier lié aux conséquences de la pandémie de COVID-19, l'État a consenti des efforts soutenus pour maintenir un niveau élevé des dépenses d'investissement, dans le cadre de sa politique générale visant, entre autres, à redynamiser l'économie nationale et doter le pays des infrastructures nécessaires à son développement.

Au vu de ce qui précède et compte tenu du poids des dépenses d'investissement publics dans la dynamique de la croissance, cette partie du rapport présente, pour l'année 2024, les dépenses d'investissement effectivement payées, à travers une analyse sectorielle conformément à la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, ou COFOG en anglais) qui suppose une ventilation détaillée des dépenses par fonction, ou objectifs socioéconomiques poursuivis par les administrations publiques.

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

Cette ventilation s'inscrit dans un ensemble de quatre classifications référencées sous le terme de nomenclature des dépenses par fonction décrites dans le Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001 au niveau des chapitres 6.96 à 6.104. Ces classifications ont été élaborées par l'OCDE pour offrir un cadre normatif de comparaison des budgets des États. Il convient ici de mentionner que l'objectif poursuivi par ce rapport est de rendre compte sur l'utilisation des moyens financiers de l'État, et non de faire un compte rendu des projets d'investissement exécutés au niveau des départements sectoriels.

Au cours de la période sous revue, les dépenses d'investissement sur financement intérieur se sont élevées à 29,80 Milliards MRU.

Ces dépenses sont réparties conformément à la ventilation CFAP au tableau suivant :

Dépenses d'investissement de l'État par fonction principale	Exécution 2024
Services publics généraux	10 557 956 799,87
Affaires économiques	5 097 687 394,90
Défense	3 947 694 213,00
Action et protection sociale	3 713 774 030,75
Non classé	2 455 861 049,75
Santé	1 456 794 947,94
Enseignement	797 343 780,08
affaires islamiques, culture et loisirs	576 442 975,94
Ordre et sécurité publique	436 630 103,34
Protection de l'environnement	412 268 575,60
Aménagements collectifs et logements	350 504 862,02
Total général	29 802 958 733,19

T4: Ventilation des dépenses d'investissement par fonction principale

Les différentes fonctions sont abordées dans les parties qui suivent en vue de mettre l'accent sur les principaux postes des dépenses d'investissement.

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

2.2.2. Services publics généraux

Les dépenses de cette fonction regroupent les dépenses effectuées au niveau des organes centraux et déconcentrés de l'État qui ont atteint 35,43% des dépenses d'investissement de l'année 2024.

Libellé	Montant
Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	329 255 870,22
Recherche fondamentale	6 103 432,57
Services des affaires financières et budgétaires	5 471 375 629,42
Services généraux de l'administration	1 962 505 104,01
Services publics généraux non classés ailleurs	2 788 716 763,65
Total général	10 557 956 799,87

T5 : Dépenses des Services Publics Généraux

Les dépenses relatives aux Services publics généraux, se sont situées à 10,56 Milliards MRU.

La rubrique « Services généraux de l'administration » correspond essentiellement aux subventions du Fonds Régional de Développement (FRD) allouées aux communes.

Quant aux dépenses liées au fonctionnement des organes législatifs et exécutifs et des affaires étrangères, elles concernent essentiellement la contribution de l'État au programme d'appui à la décentralisation.

Quant à la rubrique « Services publics généraux non classés ailleurs », elle correspond exclusivement à l'appui apporté à l'ANRPTS (Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés).

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

2.2.3. Affaires Économiques

Cette fonction principale inclut toutes les dépenses structurantes visant le développement des secteurs les plus stratégiques pour l'économie nationale. Elle représente 17,10 % des dépenses d'investissements, avec une exécution atteignant 5,09 Milliards MRU au cours de l'année 2024.

Libellé	Montant
Affaires concernant la recherche et le développement économique	41 272 115,36
Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	39 744 302,98
Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	33 264 944,17
Combustibles et énergie	2 409 667 872,00
Développement rural	2 487 185 201,60
Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics	86 552 958,79
Total général	5 097 687 394,90

T6 : Dépenses des affaires économiques

La fonction « Développement rural », qui vise à assurer un accroissement soutenu de la production agricole et la sécurité alimentaire sur l'étendue du territoire national, dont les dépenses s'élèvent à 2,49 Milliards MRU, représente la première rubrique en termes d'exécution, au niveau des dépenses d'investissement de la fonction affaires économiques, et sont réparties principalement entre les secteurs de la pêche et de l'agriculture.

L'exécution des dépenses de la fonction « combustibles et énergie » est de l'ordre de 2,41 Milliards MRU. Elles se sont inscrites dans le cadre du soutien de l'énergie renouvelable.

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

Libellé	Montant
Agriculture	673 972 508,30
Affaires générales concernant le développement rural	229 475 891,90
Pêche	108 710 000,00
Total général	1 012 158 400,20

T7 : Dépenses d'investissement du développement rural

Enfin, la fonction « Industries extractives, industries de transformation et bâtiments et travaux publics » avec des dépenses s'élèvent à 0,09 Milliards MRU, constitue la troisième principale rubrique d'investissement au niveau de cette fonction. Il s'agit là de réhabilitations ou de constructions de bâtiments de Wilayas, de Moughataas ou arrondissements mais aussi de certains décomptes de quelques édifices publics.

2.2.4. Action et protection Sociale

Les dépenses de l'action et protection sociale se sont chiffrées à 3,71 Milliards MRU. Ce montant s'explique par le contexte particulier de l'année 2024 où le conflit Russo-ukrainien est venu s'ajouter aux conséquences néfastes de la pandémie, exigeant des appuis ponctuels aux populations les plus vulnérables.

Les dépenses de l'action et protection sociale ont pour l'essentiel servi à appuyer les programmes de lutte contre la pauvreté et les séquelles d'esclavage, et ceux de la petite enfance, de la promotion féminine et de la famille.

2.2.5. Santé

Le secteur de la santé demeure l'un des secteurs prioritaires pour le pays, et est au cœur de la politique générale du Gouvernement visant à rapprocher l'offre de soins des populations les plus vulnérables, à travers la disponibilité des équipements et médicaments essentiels ainsi que de ressources humaines qualifiées et à limiter par ce biais la vulnérabilité du secteur et notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur dans ce domaine.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Une grande partie des dépenses liées à la santé sont cependant exécutées au niveau du budget de fonctionnement.

La ventilation des dépenses d'investissement de la santé au cours de l'année 2024 est reflétée par le tableau ci-dessous où l'appui au service des affaires générales concernant la santé représente 66,56% des dépenses d'investissement de la santé en 2024.

Libellé	Montant
Affaires générales concernant la santé	969 673 819,18
Consultations externes	376 898 834,11
Services concernant la santé publique	4 163 393,00
Services hospitaliers	106 058 901,65
Total général	1 456 794 947,94

T8 : Dépenses d'investissement du secteur de la santé

2.2.6. Enseignement

L'investissement dans le secteur de l'éducation a atteint 0,79 Milliard MRU, ce qui représente 2,68 % des dépenses d'investissement. Ce montant n'inclut pas les dépenses effectuées sur le compte d'affectation spéciale du PNDSE.

Libellé	Montant
Enseignement du troisième degré	396 877 205,81
Enseignement n.c.a.	88 290 581,69
Enseignement non défini par le niveau	198 551 560,23
Enseignement préprimaire et primaire	97 087 968,27
Enseignement secondaire	16 536 464,08
Total général	797 343 780,08

T9 : Ventilation des dépenses « Enseignement »

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

2.2.7. Affaires islamiques, culture et loisirs

L'investissement au niveau des Affaires islamiques, culture et loisirs représentent 1,93% des dépenses d'investissement réparties conformément au tableau ci-après.

Libellé	Montant
Culture, jeunesse, sports et loisirs	468 407 529,71
Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	39 575 000,00
Services concernant les affaires religieuses	68 460 446,23
Total général	576 442 975,94

T10 : Ventilation des dépenses « des Affaires islamiques, culture et loisirs »

Au titre de l'année 2024 l'exécution des dépenses de la fonction « Affaires islamiques, culture et loisirs » est de l'ordre de 0,58 Milliard MRU.

2.2.8. Ordre et Sécurité Publique

Les dépenses liées à l'ordre et à la sécurité publique ont été exécutées à hauteur de 0,44 Milliard MRU.

Libellé	Montant
Ordre et sécurité n.c.a.	242 805 000,00
Prisons	28 295 944,15
Services de la justice	47 593 564,20
Services généraux de sécurité publique	117 935 594,99
Total général	436 630 103,34

T11 : Dépenses de l'Ordre et de la sécurité publique

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

2.2.9. Protection de l'environnement

Globalement les dépenses d'investissement relatives à la protection de l'environnement représentent 9 % des dépenses totales d'investissements soit 0,41 Milliard MRU.

Libellé	Montant
Gestion des eaux usées	577 216,00
Protection de la biodiversité et de l'environnement	390 405 628,70
Protection de l'environnement n.c.a.	21 112 890,90
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	172 840,00
Total général	412 268 575,60

T12 : Dépenses de la protection de l'environnement

2.2.10. Aménagements collectifs et logements

Les dépenses des Aménagements collectifs et du logements ont atteint 0,35 Milliard MRU, soit 1,18 % des dépenses d'investissement totales, allouées principalement à l'approvisionnement en eau potable.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

2.3. Classification fonctionnelle des dépenses

La classification fonctionnelle se fait conformément à un modèle normalisé qui permet de suivre les flux injectés dans les secteurs de l'économie. L'analyse fonctionnelle effectuée ici concerne l'ensemble des dépenses, et va donc au-delà de l'analyse présentée dans la partie 2.2.1, qui se focalise sur la classification fonctionnelle des dépenses d'investissement.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur, ce qui constitue une justification de l'écart susmentionné.

Libellé	Montant
Services publics généraux	32 044 292 236,69
Affaires économiques	13 245 176 819,88
Défense	7 498 632 501,76
Non classé	6 125 880 152,09
Action et protection sociale	4 668 110 836,27
Santé	3 406 377 557,68
Enseignement	2 932 114 375,18
affaires islamiques, culture et loisirs	2 087 771 986,38
Ordre et sécurité publique	1 473 024 101,57
Protection de l'environnement	832 596 427,88
Aménagements collectifs et logements	529 862 605,43
TOTAL	74 843 839 600,81

T13 : Répartition des dépenses par fonction principale

Le tableau ci-dessus présente l'exécution des dépenses suivant les fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Elles se composent principalement des dépenses des services

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

publics généraux pour 32,04 Milliards MRU (42,81%), des affaires économiques pour 13,24 Milliards MRU (17,70%), de la Défense pour 7,49 Milliards MRU (10,02%), des dépenses non classées pour 6,12 Milliards MRU (8,18%), de l'action et protection sociale pour 4,66 Milliards MRU (6,24%), de la santé pour 3,40 Milliards MRU (4,55%), de l'Enseignement pour 2,93 Milliards MRU (3,92%) et des affaires islamiques, cultures et loisirs pour 2,08 Milliards MRU (2,79%).

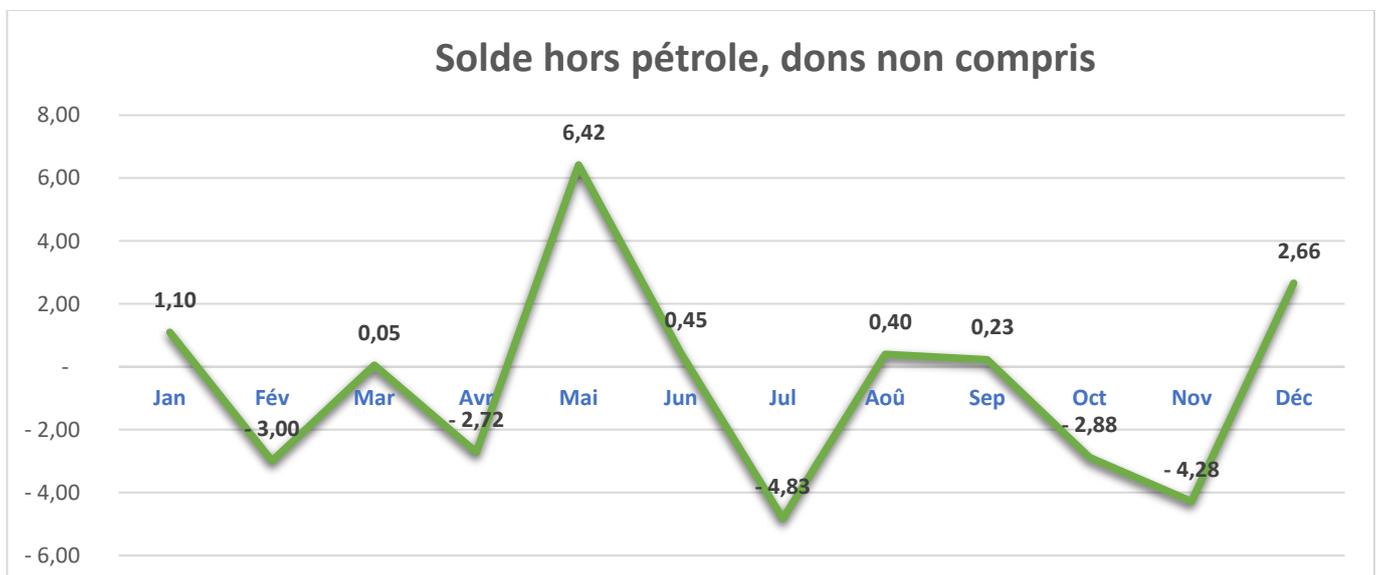
Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

3. SOLDES

L'exécution du budget, au titre de l'année 2024 fait ressortir un **solde global déficitaire** de 5,85 Milliards MRU, sur une prévision de **-3,55** Milliards MRU.

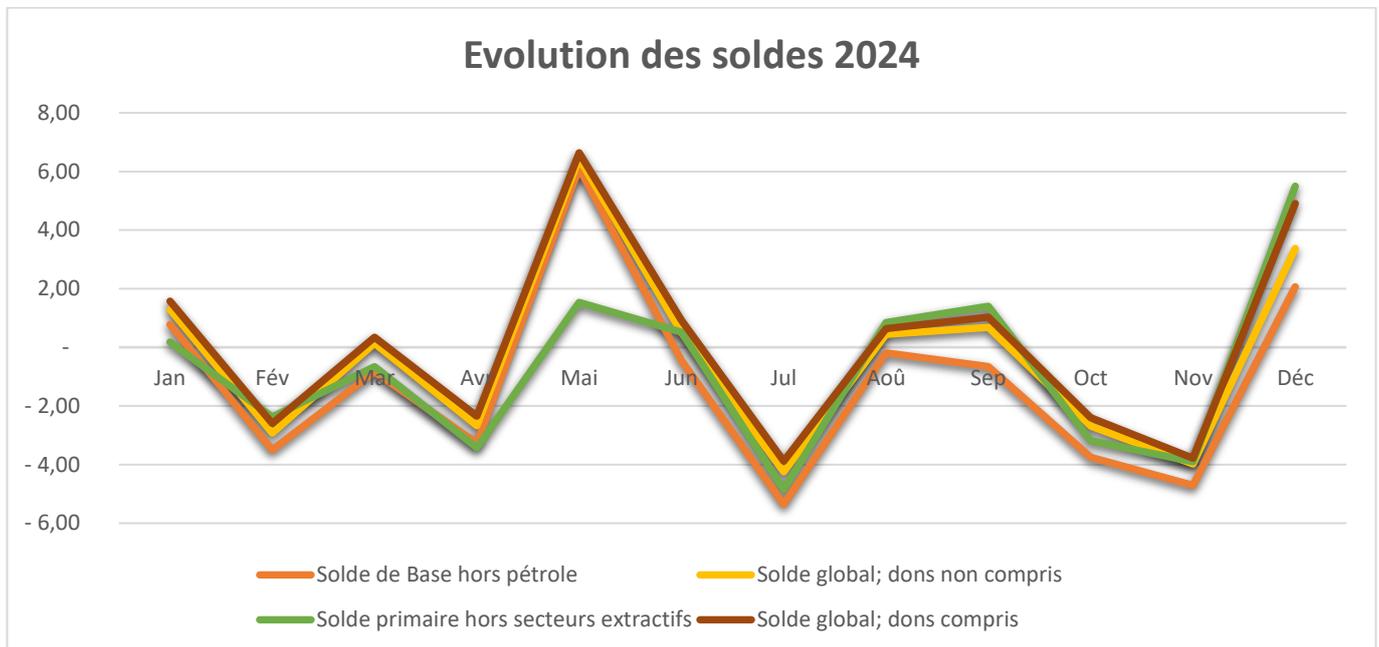
Le **solde hors pétrole** (dons non compris) représente la différence entre les recettes totales (hors dons et recettes des hydrocarbures) et les dépenses totales (hormis les intérêts sur la dette publique extérieure et les investissements financés par l'extérieur). Il permet d'évaluer la situation financière de l'État, sans recourir à des ressources non pérennes, à savoir les dons et les recettes des hydrocarbures, et en excluant les dépenses non-discrétionnaires. Ce solde a enregistré, pour l'année 2024, un déficit de 13,92 Milliards MRU, sur une prévision de (-13,02) Milliards MRU.



Graphique 11 : Evolution mensuelle du solde de base hors pétrole en 2024

Une première lecture de la représentation du solde hors dons et pétrole, ci-dessus, permet de constater que son évolution est principalement influencée par la saisonnalité des recettes fiscales et par le rythme des dépenses courantes.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Année 2024



Graphique 12 : Évolution mensuelle des soldes

Nous pouvons également constater à travers le graphique 12 que le solde global (dons compris) « très » élevé du mois de mai est imputable à une performance importante du secteur extractif [gap solde global (dons compris) et solde primaire hors secteurs extractifs].

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

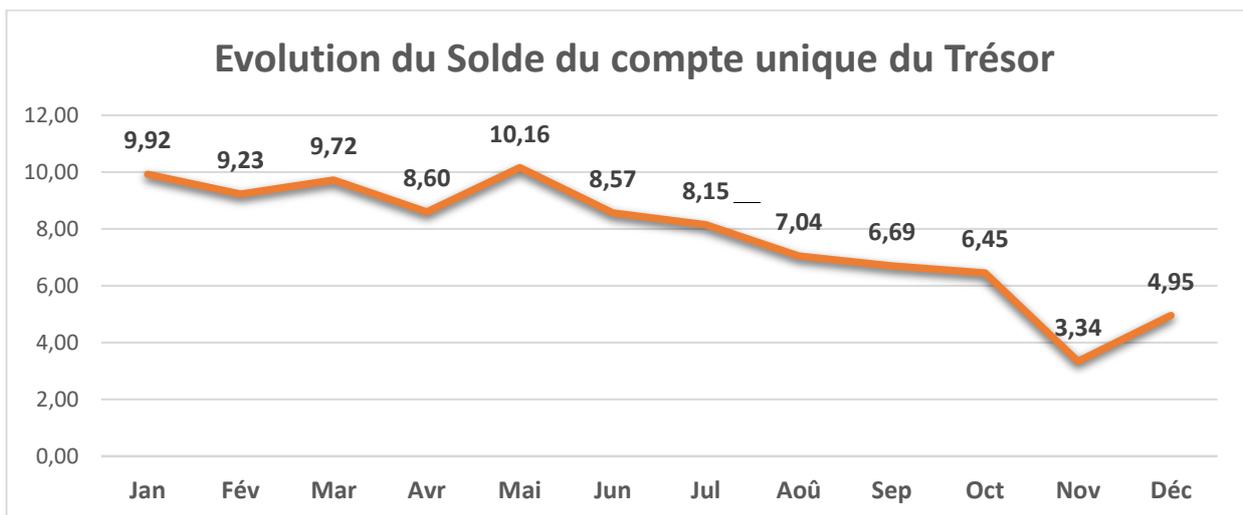
Année 2024

4. FINANCEMENT

En 2024, les financements ont dégagé un surplus financier d'un montant de 5,85 Milliards MRU, traduisant une baisse des disponibles du Trésor à la BCM. En effet, la variation du solde du CUT- BCM s'explique par le solde global réalisé durant l'année, auquel s'ajoutent les variations des autres postes du financement intérieur, ainsi que le financement extérieur net.

Ainsi, les disponibilités du Trésor à la BCM sont passées de 12,45 Milliards MRU au 1er janvier à 4,95 milliards MRU au 31 décembre 2024.

Evolution du solde CUT-BCM en 2024



Graphique 13: Evolution du solde CUT-BCM en 2024

4.1. Financement intérieur

Au titre de l'année 2024, le financement intérieur (ajusté) a atteint 9,60 Milliards MRU (financement intérieur ajusté), répartis comme suit :

- Les financements par Bons du Trésor (BT) (conventionnels et islamiques) ont atteint 7,38 Milliards MRU. Les BT/BIT bancaires représentent 6,11 Milliards MRU et les bons du Trésor non-bancaires représentent 1,27 Milliards MRU.

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

- Les obligations cautionnées ont affiché un besoin de financement de 0,12 Milliard MRU en fin d'exercice tandis que ce besoin se situait à 0,30 Milliard en décembre 2023 ce qui traduit une diminution de leur encours.
- Les recours au CUT-BCM pour le financement des besoins financiers de l'Etat, au titre de l'exercice 2024, ont atteint 7,51 milliards MRU.
- Les autres financements intérieurs ont affiché un besoin de financement de 5,17 Milliards MRU imputable à la variation des arriérés intérieurs.

4.2. Financement extérieur

En 2024, le financement extérieur s'est établi à hauteur de -3,85 Milliards MRU. Cette situation résulte de remboursements d'amortissements de la dette pour un montant de 10,23 Milliards MRU, contre des Emprunts nouveaux de 3,81 Milliards MRU, soit un financement net par emprunts extérieurs négatif de 6,41 Milliards MRU. Par ailleurs, 3,31 milliards MRU ont été mobilisés sous forme des prêts budgétaires (IDA, FRD-FMI). En outre, le compte du FNRH a été crédité de 0,66 milliard MRU, sans qu'aucun tirage n'ait été opéré à partir de ce compte pour couvrir les besoins financiers de l'Etat au titre de l'exercice 2024.

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

5. CONCLUSION

L'exécution du budget de l'État pour l'année 2024 a été marquée par un déficit global de 5,85 Milliards MRU. Les recettes ont été mobilisées à hauteur de 95,95 milliards MRU, soit 91,93 % des prévisions inscrites dans la LFR. Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 64,43 Milliards MRU (95%) et les recettes non fiscales se sont situées à 25,77 Milliards MRU (95%).

Les dépenses totales se sont élevées à 101,79 milliards MRU, représentant un taux d'exécution de 94,50 %, traduisant une amélioration du rythme de décaissement et de la performance budgétaire. Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 64,41 Milliards MRU par rapport à une prévision de 65,58 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 98,22%, tandis que Les dépenses d'investissement ont atteint 37,49 Milliards MRU, dont 7,92 Milliards MRU (Etat Central) sur financement extérieur.

Au niveau du financement, le solde du compte unique du Trésor à la BCM a enregistré une baisse de 7,51 Milliards MRU, reflétant son utilisation pour le financement des besoins financiers de l'Etat résultants principalement du déficit budgétaire et des amortissements de la dette. Les financements extérieurs se sont soldés par un besoin de financement à hauteur de 3,85 Milliards MRU, dus essentiellement aux remboursements des amortissements de la dette extérieure.

Au niveau de la classification fonctionnelle des dépenses, les Services Publics Généraux, les affaires économiques et la Défense ont été respectivement en première, deuxième et troisième position par rapport aux six autres rubriques de la classification à 32,04 Milliards MRU ; 13,24 Milliards MRU et 7,4 Milliards MRU.

Ainsi, au vu de l'exécution du budget de l'année 2024, le solde primaire hors secteurs extractifs a montré un déficit de 15,32 Milliards MRU.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
Année 2024

ANNEXES

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

ANNEXE1 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2024

	Réal. 2024	Jan	Fév.	Mar	Avr	Mai	Juin	Jui	Août	Septemb re	Octobre	Novembr e	Décembr e	Réal.202 4	LFR20 24	Tx Ex.
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	87,43	6,25	5,53	6,79	7,89	14,13	7,25	7,35	5,24	5,88	8,35	6,19	15,32	95,95	104,37	91,93%
Revenus non pétroliers et dons	85,07	6,05	5,46	6,70	7,85	14,11	7,19	6,77	5,20	5,43	8,16	5,89	14,62	93,01	102,29	90,93%
Revenus non pétroliers hors dons	78,11	5,77	5,14	6,49	7,52	13,92	6,77	6,40	5,00	5,07	7,88	5,70	13,08	87,87	94,70	92,79%
Recettes fiscales	52,73	4,72	4,39	5,96	5,12	7,32	5,98	5,42	4,02	4,74	5,42	4,94	9,52	64,43	67,32	95,70%
Impôts sur les bénéfiques et revenus net	17,64	1,92	1,54	2,08	1,61	2,05	3,04	2,34	1,14	2,03	1,53	1,56	2,19	22,82	22,65	100,75%
<i>BIC et BNC</i>	5,01	<i>0,12</i>	<i>0,16</i>	<i>1,15</i>	<i>0,41</i>	<i>0,12</i>	<i>2,04</i>	<i>0,88</i>	<i>0,15</i>	<i>1,03</i>	<i>0,23</i>	<i>0,31</i>	<i>0,64</i>	<i>7,23</i>	<i>8,17</i>	<i>88,49%</i>
<i>dont : recettes extractives</i>	0,04	<i>0,03</i>	<i>0,02</i>	<i>0,01</i>	<i>0,03</i>	<i>0,02</i>	<i>0,99</i>	<i>0,00</i>	<i>0,01</i>	<i>0,00</i>	<i>0,01</i>	<i>0,00</i>	<i>-</i>	<i>1,11</i>	<i>2,18</i>	<i>51,02%</i>
<i>Impôt minimum forfaitaire</i>	3,70	<i>0,23</i>	<i>0,47</i>	<i>0,32</i>	<i>0,31</i>	<i>0,53</i>	<i>0,25</i>	<i>0,30</i>	<i>0,31</i>	<i>0,27</i>	<i>0,52</i>	<i>0,33</i>	<i>0,57</i>	<i>4,16</i>	<i>2,53</i>	<i>164,42%</i>
<i>dont : recettes extractives</i>	-													0,00		

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

<i>dont : DGI</i>	6,99															
		0,08	0,26	0,07	0,09	0,07	0,06	0,01	0,03	0,05	0,15	0,12	0,11	2,90		
<i>ITS</i>	-	1,23	0,63	0,51	0,65	0,83	0,68	0,87	0,65	0,68	0,63	0,83	0,90	9,10	9,04	100,71%
<i>Etat</i>	-													0,45		
<i>Autres</i>	1,25													8,66		
<i>IRCM</i>	0,72	0,15	0,08	0,03	0,18	0,53	0,01	0,27	0,01	0,02	0,12	0,06	0,03	1,48	1,65	89,53%
<i>dont : recettes extractives</i>	0,00	-	-	-	-	0,51	-	0,00	-	-	0,00	-	0,01	0,52	0,60	87,19%
<i>IGR</i>	0,68	-	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	0,00	-	-	-	-	0,00	-	
<i>RSI</i>	-	0,20	0,21	0,06	0,07	0,04	0,05	0,02	0,04	0,04	0,03	0,03	0,05	0,85	1,26	67,41%
<i>dont : recettes extractives</i>	22,77													-		
Taxes sur les biens et services	15,77	1,98	1,79	2,87	2,48	3,27	1,80	1,87	1,77	1,75	2,57	2,20	3,03	25,79	29,56	87,24%
<i>TVA</i>	-	1,01	1,30	1,00	1,37	2,49	1,33	1,28	1,30	1,27	1,85	1,60	2,53	17,15	17,69	96,94%
<i>TVA intérieure</i>	-	0,25	0,45	0,14	0,44	0,43	0,30	0,09	0,32	0,33	0,53	0,54	1,79	5,81	5,74	101,26%
<i>TVA sur les importations</i>	3,05	0,77	0,85	0,87	0,94	2,06	1,04	1,19	0,98	0,94	1,32	1,06	0,74	11,34	11,95	94,86%
<i>dont : recettes extractives</i>	2,02													-		
<i>Taxe unique SNIM et TPS</i>	1,98	0,59	0,09	1,51	0,71	0,09	0,10	0,14	0,08	0,07	0,29	0,19	0,10	3,95	5,00	79,08%

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

<i>dont</i> : recettes extractives	1,71															98,7
	0,47	-	1,39	0,61	-	-	0,06	-	-	0,19	0,11	-	2,82	2,86	7%	
<i>Taxe</i> <i>sur les produits pétroliers</i>	0,46	0,13	0,17	0,17	0,16	0,34	0,17	0,18	0,18	0,17	0,19	0,18	0,20	2,00	3,04	65,9 0%
<i>Droits</i> <i>de consommation (the,</i> <i>tabac, sucre, ciment)</i>	8,81	0,08	0,14	0,11	0,13	0,27	0,13	0,19	0,15	0,17	0,19	0,17	0,15	1,71	1,90	89,8 3%
<i>Autres</i> <i>taxes (assurances,</i> <i>véhicules, aéroport et TSST)</i>	8,81	0,17	0,09	0,07	0,11	0,08	0,07	0,07	0,07	0,07	0,06	0,06	0,06	0,97	1,93	50,5 0%
Taxes sur le commerce international	-	0,70	0,91	0,89	0,89	1,89	0,94	1,00	0,91	0,88	1,19	0,89	2,22	12,29	11,26	109, 14%
<i>Imports</i>	3,52	0,63	0,79	0,78	0,79	1,71	0,84	0,91	0,81	0,77	1,08	0,80	1,01	9,91	9,91	99,9 7%
<i>Taxe</i> <i>statistique</i>	2,58	0,07	0,12	0,11	0,10	0,18	0,09	0,10	0,09	0,11	0,11	0,09	1,21	2,38	1,35	176, 48%
Autres recettes fiscales	0,75	0,12	0,14	0,11	0,14	0,11	0,20	0,21	0,19	0,08	0,13	0,29	2,08	3,53	3,85	91,6 9%
<i>Droits</i> <i>de timbres</i>	26,3 9	0,08	0,11	0,06	0,12	0,09	0,17	0,18	0,15	0,07	0,08	0,13	0,15	0,89	3,64	24,5 6%
<i>Impôts</i> <i>sur la propriété</i>	6,19	0,04	0,03	0,05	0,02	0,02	0,03	0,03	0,05	0,01	0,04	0,16	0,03	0,73	0,21	343, 11%
<i>Autres</i> <i>Nivellements.CAS</i>	2,96												1,90	1,90		
Recettes non fiscales	8,11	1,14	0,76	0,55	2,43	6,61	0,81	1,47	0,99	0,70	2,65	1,06	4,19	25,77	27,38	94,1 2%
Recettes de la pêche	6,12	0,07	0,42	0,30	0,39	0,46	0,30	0,22	0,17	0,08	0,72	0,16	2,68	6,37	7,54	84,5 6%
<i>Union</i> <i>Européenne bud.</i>	0,50	-	0,02	0,02	-	0,09	0,06	0,05	-	-	0,07	0,06	2,46	2,98	4,78	62,3 9%
<i>Compensation financière</i>	0,37	-	0,01	0,01	-	0,04	0,02	0,03	-	-	0,03	0,01	2,40	2,65	2,88	91,8 9%

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Armateurs	0,49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,90	0,00 %
Droit territorial	0,03	-	0,01	0,01	-	0,05	0,04	0,02	-	-	0,03	0,05	0,06	0,33		
Redevances	0,44	0,06	0,36	0,25	0,37	0,36	0,22	0,15	0,16	0,07	0,62	0,08	0,19	3,12	0,80	389, 10%
Taxes (les Bateaux affrétés par les nationaux)	0,19	0,01	0,26	0,17	0,01	0,25	0,14	0,10	0,01	0,02	0,35	0,05	0,08	1,74	0,28	622, 06%
Licences (les étrangers)	0,09	0,05	0,09	0,09	0,36	0,12	0,07	0,05	0,15	0,06	0,27	0,03	0,11	1,38	0,52	263, 88%
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	-	-	0,04	0,03	0,01	0,01	0,02	0,02	0,00	0,00	0,03	0,01	0,01	0,18	1,79	9,97 %
Amendes	-	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,01	0,02	0,10	0,17	57,4 0%
Recettes minières	6,14	0,89	0,05	0,00	0,83	0,08	0,03	0,96	0,07	-	1,02	0,11	0,02	4,07	3,16	128, 68%
<i>Recettes cadastrales</i>	-	0,00	0,01	0,00	0,00	0,01	0,03	0,01	0,00	-	-	0,00	0,01	0,08	0,12	64,1 7%
<i>Recettes d'exploitation (Royalties)</i>	6,14	0,89	0,04	-	0,83	0,07	0,00	0,95	0,07	-	1,02	0,11	0,01	3,99	0,02	260 50,9 5%
<i>Autres recettes minières</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	-	0,00	3,03	0,00 %
Dividendes et redevances des entreprises publiques	1,25	-	-	-	1,02	4,72	-	0,10	0,16	0,24	-	-	0,20	6,45	7,39	87,2 1%
SNIM	0,00	-	-	-	-	4,60	-	-	-	-	-	-	-	4,60	4,60	99,9 9%
<i>BCM</i>	1,24	-	-	-	1,00	-	-	-	-	-	-	-	-	1,00	1,44	69,4 4%

Ministère de l'Economie et des Finances
Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

<i>Mauritel</i>	1,56	-	-	-	-	0,10	-	0,10	0,10	0,10	-	-	-	0,42	0,54	77,7 6%
<i>Panpa</i>	6,95	-	-	-	-	0,02	-	-	0,02	-	-	-	-	0,04	0,50	8,08 %
<i>portndb</i>	5,52	-	-	-	-	-	-	-	-	0,13	-	-	-	0,13	0,18	71,7 4%
<i>Autres</i>	1,43	-	-	-	0,02	0,00	-	0,00	0,03	0,00	-	-	0,20	0,26	0,14	182, 54%
Dettes rétrocedées et recouvrements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,09	0,38	-	
SNIM	2,36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SOMELEC	1,01	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SOGEM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Comptes spéciaux	-	0,09	0,20	0,20	0,11	0,32	0,40	0,15	0,32	0,33	0,30	0,66	0,59	5,47	5,48	99,8 2%
<i>Secteur pétrole</i>	-															
<i>CAS hors pétrole</i>	1,36	0,09	0,20	0,20	0,11	0,32	0,40	0,15	0,32	0,33	0,30	0,66	0,59	5,47	5,48	99,8 2%
<i>dont Crédit d'Impôts (si pas ventilé)</i>	0,06	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recettes en capital	0,25	0,06	0,02	0,01	0,02	0,62	0,01	0,01	0,03	0,00	0,50	0,01	0,08	1,43	1,19	120, 12%
<i>Ventes de terrain</i>	1,04	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	-	-	0,01	0,00	0,07	1,19	5,72 %
<i>Hors ventes de terrain</i>	-	0,05	0,02	0,01	0,01	0,61	0,01	0,01	0,02	0,00	0,50	0,01	0,08	1,36		

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Autres	96,72	0,04	0,06	0,03	0,07	0,41	0,07	0,03	0,25	0,05	0,10	0,12	0,53	1,60	2,62	61,24%
Dons	63,75	0,28	0,33	0,21	0,33	0,19	0,42	0,36	0,20	0,36	0,28	0,19	1,54	5,14	7,59	67,74%
<i>Dons projets</i>	<i>24,94</i>	<i>0,25</i>	<i>0,33</i>	<i>0,17</i>	<i>0,33</i>	<i>0,19</i>	<i>0,42</i>	<i>0,36</i>	<i>0,20</i>	<i>0,36</i>	<i>0,28</i>	<i>0,19</i>	<i>0,59</i>	<i>4,11</i>	<i>6,86</i>	<i>59,84%</i>
<i>Aide Budgétaire</i>	<i>10,87</i>	<i>0,03</i>	<i>-</i>	<i>0,04</i>	<i>-</i>	<i>0,95</i>	<i>1,04</i>	<i>0,73</i>	<i>142,00%</i>							
Recettes exceptionnelles	16,37															
Recettes pétrolières et gazières	3,70	0,20	0,07	0,09	0,04	0,02	0,05	0,58	0,04	0,45	0,19	0,30	0,70	2,93	2,08	141,06%
Recettes fiscales	0,86	0,08	0,02	0,01	0,03	0,02	0,01	0,49	0,01	0,36	0,19	0,30	0,63	2,33	-	
BIC	2,84	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
ITS	6,14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	33,14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recettes non fiscales	8,12	0,11	0,05	0,07	0,01	0,01	0,05	0,09	0,03	0,09	0,01	0,00	0,08	0,61	2,08	29,23%
Bonus/Re devances	25,02	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	
Revenu du capital	(0,18)	-	-	-	-	-	0,04	-	-	-	-	-	0,01	0,42	-	

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Autres	1,18	0,11	0,05	0,07	0,01	0,01	0,00	0,09	0,03	0,09	0,01	0,00	0,07	0,17	2,08	8,01
	0,55															%
Dépenses et prêts nets	(18,60)	4,68	8,13	6,44	10,24	7,49	6,32	11,23	4,60	4,85	10,75	9,98	10,41	101,79	107,72	94,50%
Dépenses courantes	(11,65)	3,68	4,37	4,32	7,00	4,46	4,51	8,88	3,55	2,43	7,21	4,67	4,63	64,41	65,58	98,22%
Salaires et traitements	(23,48)	2,14	2,40	1,90	2,41	2,22	1,89	2,95	1,73	1,76	2,77	1,41	2,00	26,31	25,81	101,93%
Biens et services	(16,24)	0,55	0,14	0,61	1,10	0,84	1,01	1,69	0,75	(0,46)	1,64	1,61	0,47	11,05	12,17	90,83%
Transferts courants	(19,81)	0,80	1,05	1,01	2,45	0,94	0,52	3,92	0,42	0,23	1,99	0,44	0,65	15,38	15,61	98,55%
Intérêts sur la dette publique	(9,29)	0,11	0,34	0,47	0,41	0,11	0,66	0,15	0,32	0,46	0,44	0,11	0,69	4,26	4,14	102,82%
<i>Dettes intérieure</i>	-	0,04	0,07	0,22	0,04	0,06	0,29	0,06	0,06	0,20	0,04	0,06	0,22	1,38	1,70	81,31%
<i>Dettes extérieure</i>	9,29	0,07	0,26	0,25	0,37	0,05	0,36	0,09	0,26	0,25	0,40	0,04	0,47	2,87	2,44	117,81%
Comptes spéciaux	16,43	0,09	0,20	0,20	0,11	0,32	0,40	0,15	0,32	0,33	0,30	0,66	0,59	5,47	5,48	99,82%
Dépenses d'équipement	16,43	0,88	3,64	2,00	3,13	2,92	1,70	3,74	0,93	2,30	3,42	5,20	5,67	37,49	42,14	88,95%
<i>Investissement financés par extérieur</i>	16,45	0,48	0,50	0,63	0,47	0,39	0,66	0,74	0,47	0,79	0,71	0,51	1,44	7,92	10,60	74,70%

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

<i>Investissement financés par intérieur</i>	13,75																93,74%
		0,40	3,14	1,38	2,66	2,53	1,04	3,01	0,46	1,51	2,71	4,69	4,23	29,57	31,54		
Restructurations et prêts nets (déficit de la caisse de retraite)	13,75																
		0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	0,12	(1,39)	0,12	0,11	0,12	0,12	0,12	(0,10)	-		
Réserves communes	(3,04)																
		0,00	0,24	0,13	0,52	0,03	0,05	0,03	0,02	0,12	0,08	0,45	0,22	1,94	2,37		81,77%
Autres dépenses	0,56																
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-																
		1,10	(3,00)	0,05	(2,72)	6,42	0,45	(4,83)	0,40	0,23	(2,88)	(4,28)	2,66	(13,92)	(13,02)		106,93%
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	-																
		1,38	(2,67)	0,26	(2,39)	6,61	0,87	(4,47)	0,60	0,58	(2,60)	(4,09)	4,20	(8,78)	(5,43)		161,72%
Solde de Base hors pétrole (déficit -)	-																
		0,78	(3,50)	(0,83)	(3,27)	6,11	(0,45)	(5,35)	(0,19)	(0,66)	(3,75)	(4,71)	2,06	(20,95)	(20,17)		103,89%
Solde global; dons non compris (déficit -)	-																
		1,29	(2,93)	0,14	(2,68)	6,45	0,50	(4,25)	0,44	0,68	(2,69)	(3,98)	3,37	(10,99)	(10,94)		100,44%
Solde primaire hors secteurs extractifs	-																
		0,18	(2,39)	(0,66)	(3,42)	1,53	0,51	(4,85)	0,85	1,40	(3,19)	(3,91)	5,49	(15,32)	(14,69)		104,32%
Solde global; dons compris (déficit -)	(1,88)																
		1,57	(2,60)	0,35	(2,35)	6,64	0,92	(3,89)	0,64	1,03	(2,41)	(3,79)	4,91	(5,85)	(3,35)		174,54%

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

ANNEXE 2 : CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES DEPENSES

Libellé	Montant
Action et protection sociale	4 668 110 836,27
Action et protection sociale n.c.a.	4 442 653 874,41
Protection sociale	4 442 653 874,41
Affaires générales concernant l'action sociale	170 505 677,37
Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	67 280 737,37
Microfinance	140 940,00
Sécurité alimentaire	103 084 000,00
Prestations sociales	54 951 284,49
Prestations de vieillesse	54 951 284,49
Affaires économiques	13 245 176 819,88
Affaires concernant la recherche et le développement économique	53 354 752,37
Recherche et développement concernant les affaires économiques générales, les affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	52 546 872,37
Recherche et développement concernant les industries extractives, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics	807 880,00
Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	147 457 746,95
Affaires générales concernant la main d'œuvre (réglementation, lutte contre la discrimination, arbitrage et médiation)	85 339 036,54
Programme de lutte contre le chômage	62 118 710,41
Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	206 542 998,52
Artisanat	10 941 947,20

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Promotion du commerce extérieur	2 258 831,00
Promotion du tourisme (informations, campagne de publicité)	193 342 220,32
Combustibles et énergie	7 396 794 075,53
Energies renouvelables	1 766 593 847,76
pétrole et gaz naturel	5 630 200 227,77
Développement rural	4 995 079 100,29
Affaires générales concernant le développement rural	292 861 052,79
Agriculture	2 483 719 209,64
Développement irrigué	105 000,00
Élevage	1 522 798 147,05
Pêche	695 595 690,81
Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics	442 748 146,22
Industries extractives de ressources minérales	107 809 869,25
Travaux publics	334 938 276,97
Transport	3 200 000,00
Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rurales	3 200 000,00
affaires islamiques, culture et loisirs	2 087 771 986,38
Culture, jeunesse, sports et loisirs	1 237 658 523,21
Activités artistiques et culturelles	788 515 934,66
Jeunesse et loisirs	134 033 462,68
Services concernant la jeunesse et sport n.c.a	315 109 125,87
Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	177 800 123,00
Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	177 800 123,00
Services concernant les affaires religieuses	672 277 911,85
Services concernant les affaires islamiques	672 277 911,85
(vide)	35 428,32

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

(vide)	35 428,32
Aménagements collectifs et logements	529 862 605,43
Aménagements collectifs et logement n.c.a.	211 910 235,79
Aménagements collectifs et logements n.c.a.	211 910 235,79
Approvisionnement en eau	317 098 551,64
Approvisionnement en eau potable	317 098 551,64
Développement collectif	853 818,00
Développement collectif	853 818,00
Défense	7 498 632 501,76
Défense militaire	7 498 632 501,76
Défense militaire	7 498 632 501,76
Enseignement	2 932 114 375,18
Enseignement du troisième degré	1 009 452 666,25
Enseignement du troisième degré non différencié	643 210 789,61
Enseignement technique supérieur	366 241 876,64
Enseignement n.c.a.	743 638 922,93
Affaires générales concernant l'enseignement	743 638 922,93
Enseignement non défini par le niveau	250 479 902,99
enseignement technique	250 479 902,99
Enseignement préprimaire et primaire	798 410 260,76
Alphabétisation	753 169 923,31
Enseignement préprimaire et primaire	45 240 337,45
Enseignement secondaire	130 132 622,25
Enseignement secondaire technique	130 132 622,25
Non classé	6 125 880 152,09
Non Classé	6 125 641 774,39
Non Classé	6 125 641 774,39
(vide)	238 377,70
(vide)	238 377,70
Ordre et sécurité publique	1 473 024 101,57

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Ordre et sécurité n.c.a.	855 158 717,87
Ordre et sécurité n.c.a.	855 158 717,87
Prisons	186 483 970,57
Prisons	186 483 970,57
Services de la justice	230 523 894,94
Cour suprême	33 706 660,00
Parquets	27 938 015,97
Services généraux de la justice	168 879 218,97
Services généraux de sécurité publique	200 857 518,19
Services généraux de sécurité publique	200 857 518,19
Protection de l'environnement	832 596 427,88
Gestion des eaux usées	1 396 437,84
Gestion des eaux usées	1 396 437,84
Protection de la biodiversité et de l'environnement	424 108 470,14
Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et réserves, protection des espèces sauvages)	424 108 470,14
Protection de l'environnement n.c.a.	406 918 679,90
Protection de l'environnement n.c.a.	406 918 679,90
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	172 840,00
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	172 840,00
Santé	3 406 377 557,68
Affaires générales concernant la santé	2 735 490 250,82
Affaires générales concernant la santé	2 735 490 250,82
Consultations externes	376 933 634,11
Services de médecine générale	205 988 212,08
Services paramédicaux	170 945 422,03
Produits médicaux, appareillages médicaux et équipements	100 141 059,21
Appareillages médicaux et équipements	100 141 059,21

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Recherche et développement dans le domaine de la santé	2 382 836,00
Recherche et développement dans le domaine de la santé	2 382 836,00
Services concernant la santé publique	34 671 407,57
Centre de transfusion sanguine	18 929 617,17
Ecoles concernant la santé publique	14 461 630,40
Santé mentale	1 280 160,00
Services hospitaliers	156 758 369,97
Services hospitaliers généraux	156 758 369,97
Services publics généraux	32 044 292 236,69
Opérations au titre de la dette publique	1 803 360 712,39
Opérations au titre de la dette publique	1 803 360 712,39
Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	8 187 045 520,47
Affaires étrangères	6 125 915 798,05
Institutions républicaines	30 060 832,15
Organes de contrôle	303 773 773,30
organes exécutifs au niveau national	352 971 260,45
Organes législatifs au niveau national	1 374 323 856,52
Recherche fondamentale	9 543 873,60
Recherche fondamentale	9 543 873,60
Services des affaires financières et budgétaires	12 159 095 775,88
Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	140 044 457,19
Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	219 575 558,54
Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	85 543 429,90
Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'État	22 084 610,33
Services fiscaux	29 687 596,94
Services généraux des affaires financières et budgétaires	11 662 160 122,98
Services généraux de l'administration	6 875 578 151,65

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Services de la planification générale et services statistiques généraux	1 74 330 718,96
Services généraux chargés de la décentralisation	1 868 465 883,47
Services généraux de l'administration du développement	4 832 781 549,22
Services publics généraux non classés ailleurs	3 009 668 202,70
Renforcement des capacités du secteur public	872 928 538,99
Services publics concernant l'état-civil	95 413 495,01
Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes électorales, administration des ONG...)	2 041 326 168,70
(vide)	-
Total général	74 843 839 600,81

Libellée	Montant
Action et protection sociale	8 519 443 407,04
Action et protection sociale n.c.a.	222 781 664,48
Protection sociale	222 781 664,48
Affaires générales concernant l'action sociale	6 796 661 742,56
Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	6 039 761 895,39
Microfinance	25 928 592,40
Sécurité alimentaire	730 971 254,77
Prestations sociales	1 500 000 000,00
Prestations de vieillesse	1 500 000 000,00
Affaires économiques	27 954 107 144,35
Affaires concernant la recherche et le développement économique	336 263 934,50
Recherche et développement concernant les affaires économiques générales, les affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	69 170 378,20
Recherche et développement concernant les industries extractives, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics	267 093 556,30
Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	461 161 888,97
Affaires générales concernant la main d'œuvre (réglementation, lutte contre la discrimination, arbitrage et médiation)	392 566 675,32
Programme de lutte contre le chômage	68 595 213,65
Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	2 433 177 590,63
Artisanat	9 650 700,95

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Promotion du commerce extérieur	733 370,00
Promotion du tourisme (informations, campagne de publicité)	2 422 793 519,68
Combustibles et énergie	12 958 334 597,93
Energies renouvelables	483 652 018,81
pétrole et gaz naturel	12 474 682 579,12
Communications	39 021 819,00
Affaires générales en matière de communication	1 414 834,00
Poste	37 606 985,00
Développement rural	5 122 998 041,87
Affaires générales concernant le développement rural	817 267 748,72
Agriculture	3 529 893 761,06
Développement irrigué	32 418 389,00
Pêche	743 418 143,09
Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics	1 762 012 925,12
Industries extractives de ressources minérales	602 424 230,28
Travaux publics	1 159 588 694,84
Transport	4 841 136 346,33
Transport par voie aérienne	161 815 895,69
Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rurales	4 614 482 781,32
Transports maritimes et fluviaux	64 837 669,32
affaires islamiques, culture et loisirs	3 046 334 852,49
Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	856 506 727,38
Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	856 506 727,38
Services concernant la culture	1 443 291 187,18
Activités artistiques et culturelles	171 753 101,01
Jeunesse et loisirs	1 266 792 277,74
Services concernant la jeunesse et sport n.c.a	4 745 808,43
Services concernant les affaires islamiques	746 536 937,93
Services concernant les affaires islamiques	746 536 937,93
Aménagements collectifs et logements	490 124 492,35
Aménagements collectifs et logement n.c.a.	36 964 905,00
Aménagements collectifs et logements n.c.a.	36 964 905,00
Approvisionnement en eau	398 565 574,35
Approvisionnement en eau potable	398 565 574,35
Développement collectif	54 594 013,00
Développement collectif	54 594 013,00
Défense	4 622 281 968,33
Défense civile	1 609 782 829,00
Défense civile	1 609 782 829,00
Défense militaire	3 012 499 139,33
Défense militaire	3 012 499 139,33

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Enseignement	18 583 560 985,75
Enseignement du troisième degré	10 938 220 292,23
Enseignement du troisième degré non différencié	866 653 398,55
Enseignement technique supérieur	10 071 566 893,68
Enseignement n.c.a.	7 398 360 456,67
Affaires générales concernant l'enseignement	7 398 360 456,67
Enseignement non défini par le niveau	187 667 840,75
enseignement technique	187 667 840,75
Enseignement préprimaire et primaire	5 044 569,40
Alphabétisation	5 044 569,40
Enseignement secondaire	54 267 826,70
Enseignement secondaire technique	54 267 826,70
Non classé	4 350 161 684,63
Non Classé	4 350 161 684,63
Non classé	4 350 161 684,63
Ordre et sécurité publique	3 539 788 608,01
Ordre et sécurité n.c.a.	2 059 275 860,61
Ordre et sécurité n.c.a.	2 059 275 860,61
Prisons	145 344 300,59
Prisons	145 344 300,59
Services de la justice	1 027 903 290,20
Cour suprême	120 244 151,30
Parquets	130 526 171,00
Services généraux de la justice	777 132 967,90
Services de protection contre l'incendie	256 234 075,00
Services de protection civile	256 234 075,00
Services généraux de sécurité publique	51 031 081,60
Services généraux de sécurité publique	51 031 081,60
Protection de l'environnement	3 255 200 082,63
Gestion des eaux usées	1 312 247 415,88
Gestion des eaux usées	1 312 247 415,88
Protection de la biodiversité et de l'environnement	1 841 583 889,25
Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et réserves, protection des espèces sauvages)	1 841 583 889,25
Protection de l'environnement n.c.a.	60 087 251,00
Protection de l'environnement n.c.a.	60 087 251,00
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	41 281 526,50
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	41 281 526,50
Santé	4 273 493 722,15
Affaires générales concernant la santé	3 439 263 056,78
Affaires générales concernant la santé	3 439 263 056,78
Consultations externes	43 834 807,08

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

Année 2024

Services de médecine générale	27 182 003,00
Services paramédicaux	16 652 804,08
Recherche et développement dans le domaine de la santé	31 089 482,26
Recherche et développement dans le domaine de la santé	31 089 482,26
Services concernant la santé publique	102 927 860,80
Centre de transfusion sanguine	20 207 886,00
Ecoles concernant la santé publique	54 786 415,91
Santé mentale	27 933 558,89
Services hospitaliers	656 378 515,23
Services hospitaliers généraux	656 378 515,23
Services publics généraux	21 222 169 166,60
Opérations au titre de la dette publique	11 346 210 980,90
Opérations au titre de la dette publique	11 346 210 980,90
Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	5 446 796 424,14
Affaires étrangères	464 208 721,78
Institutions républicaines	2 549 885 170,75
Organes de contrôle	733 938 982,80
organes exécutifs au niveau national	1 251 215 257,85
Organes législatifs au niveau national	447 548 290,96
Recherche fondamentale	162 615 745,87
Recherche fondamentale	162 615 745,87
Services des affaires financières et budgétaires	2 042 570 890,84
Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	186 355 835,91
Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	536 490 464,36
Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	61 743 132,38
Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'État	516 571 946,93
Services fiscaux	610 836 504,08
Services généraux des affaires financières et budgétaires	130 573 007,18
Services généraux de l'administration	1 363 045 445,13
Services de la planification générale et services statistiques généraux	27 360 687,80
Services généraux chargés de la décentralisation	1 182 608 249,26
Services généraux de l'administration du développement	153 076 508,07
Services publics généraux non classés ailleurs	860 929 679,72
Renforcement des capacités du secteur public	25 427 837,00
Services publics concernant l'état-civil	760 966 057,72
Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes électorales, administration des ONG...)	74 535 785,00
Total général	99 856 666 114,32

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

**ANNEXE 3 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINANCEMENTS
 EXTERIEURS**

SECTEUR	DON	PRET	Total général
Développement Rural	857 260 784,63	1 294 023 593,36	2 151 284 377,99
Agriculture	315 677 110,40	478 742 673,00	794 419 783,40
Elevage	333 956 936,34	189 688 185,30	523 645 121,64
Environnement	185 908 489,89		185 908 489,89
Génie rural		65 026 191,00	65 026 191,00
Hydraulique villageoise-pastorale	20 000 040,00	560 566 544,06	580 566 584,06
Recherche/Formation/Vulgarisation	1 718 208,00		1 718 208,00
Développement Industriel	1 598 876 788,53	1 390 957 636,70	2 989 834 425,23
Energie	1 191 892 158,53	1 368 774 651,44	2 560 666 809,97
Mines hors SNIM		22 182 985,26	22 182 985,26
Pêche	406 984 630,00		406 984 630,00
Aménagement du Territoire	483 821 328,12	2 515 905 107,69	2 999 726 435,81
Habitat/Urbanisme/Transport	105 681 800,00		105 681 800,00
Hydraulique urbaine & Assainissement	370 879 502,56	1 420 338 606,38	1 791 218 108,94
Infrastructures portuaires	7 260 025,56	99 075 962,98	106 335 988,54
Infrastructures routières		695 694 941,53	695 694 941,53
Télécommunications		300 795 596,80	300 795 596,80
Ressources Humaines	987 612 139,81	773 048 433,07	1 760 660 572,88

Rapport sur les Opérations Financières de l'Etat

Année 2024

Alphabétisation		16 567 117,00	16 567 117,00
Education	202 978 733,10	311 449 842,71	514 428 575,81
Emploi	307 335 301,32		307 335 301,32
Jeunesse et Sports	40 000 000,00		40 000 000,00
Justice	62 554 200,00		62 554 200,00
Santé et Affaires Sociales	374 743 905,39	445 031 473,36	819 775 378,75
Développement Institutionnel	30 933 706,40	201 854 870,53	232 788 576,93
Appui à l'Administration	21 775 706,40	201 854 870,53	223 630 576,93
Appui au secteur privé	9 158 000,00		9 158 000,00
Projets multisectoriels	1 276 467 820,87	469 964 895,38	1 746 432 716,25
Projets multisectoriels	1 276 467 820,87	469 964 895,38	1 746 432 716,25
Total général	5 234 972 568,36	6 645 754 536,73	11 880 727 105,09

TYPE DE BUDGET	DON	PRET	Total général
Administration (BE)	3 676 382 214,42	3 672 742 485,93	7 349 124 700,35
Entreprises publiques (EP)	1 129 830 017,54	2 832 807 300,68	3 962 637 318,22
Ets publics à caractère administ (BA)	428 760 336,40	140 204 750,12	568 965 086,52
Total général	5 234 972 568,36	6 645 754 536,73	11 880 727 105,09

TYPE DE BUDGET	DON	PRET	Total général
Investissement	2 602 216 583,20	4 719 711 631,46	7 321 928 214,66
Prestation	2 632 755 985,16	1 926 042 905,27	4 558 798 890,43
Total général	5 234 972 568,36	6 645 754 536,73	11 880 727 105,09